



A3-00005  
173670  
Eco So His

Code épreuve : 245

Nombre de pages : 8

Session : 2024

Épreuve de : Economie Sociologie et Histoire ESSEC/HEC

## Consignes

- Remplir soigneusement l'en-tête de chaque feuille avant de commencer à composer
- Rédiger avec un stylo non effaçable bleu ou noir
- Ne rien écrire dans les marges (gauche et droite)
- Numéroté chaque page (cadre en bas à droite)
- Placer les feuilles A3 ouvertes, dans le même sens et dans l'ordre

En 2023, le déficit public français était de 154 milliards d'euros ce qui représente 5,5% du PIB. des prévisions étaient moins importantes si bien que cette sous-évaluation oblige l'Etat à revoir <sup>à la baisse</sup> le montant de certaines politiques publiques prévues. Ainsi, l'enjeu relatif à l'estimation des politiques publiques est la soutenabilité de l'intervention étatique pour servir l'intérêt général et la prospérité économique de long terme.

des politiques publiques sont l'ensemble des mesures prises par l'Etat pour intervenir directement ou indirectement sur l'activité économique. Il convient de distinguer la politique budgétaire qui fait appel à des dépenses publiques de la politique monétaire qui est l'utilisation des outils monétaires tels que le taux d'intérêt directeur ou le contrôle de la masse monétaire souvent menée par une banque centrale indépendante de l'Etat. Ces politiques publiques peuvent également être conjoncturelles et utilisées pour faire face à un choc et limiter ses effets néfastes sur l'activité économique. Mais elles peuvent aussi être structurelles et agir sur les structures économiques et sociales pour améliorer les performances macro-économiques sur le long terme en ciblant par exemple, l'emploi, la concurrence, ou l'innovation. Ainsi, l'évaluation des politiques publiques est essentielle pour estimer leurs coûts et les retombées économiques. Cette évaluation est quantitative puisqu'elle estime le montant et des indicateurs rendent compte de ses effets avec par exemple le nombre d'emplois créés, le calcul de l'inflation, le taux de croissance en fonction de l'objectif visé. Mais le facteur qualitatif s'estime à court terme et à long terme car une politique publique doit être soutenable à long terme et ses bénéfices dans un domaine ne doivent pas générer des déséquilibres dans un autre. Le moyen est donc majoritairement



statistique avec l'analyse des indicateurs et l'évaluation se fait car les institutions en charge de ces politiques doivent démontrer une certaine efficacité. D'autant plus que ces mesures représentent un coût et alimentent la dette si bien qu'une absence de maîtrise et de contrôle peut être source de crise pour un Etat et une économie.

Ainsi, si le montant et les effets des politiques publiques s'estiment, peut-on envisager l'ensemble des conséquences économiques pour assurer leur soutenabilité ?

Si les moyens d'évaluation des politiques publiques existent et permettent de justifier leur usage (I), la mauvaise estimation de leurs effets est source d'inefficacité, de déséquilibres voire de crises (II). Dès lors, à quelles conditions les critères d'évaluation des politiques publiques permettront d'assurer leur soutenabilité sur le long terme ? (III).

\*

\*

\*

d'intervention croissante de l'Etat dans l'économie s'est justifié grâce à l'évaluation des retombées positives de ses politiques publiques permise par des indicateurs macroéconomiques (A). Cette évaluation est une nécessité pour que les politiques publiques aient les effets attendus (B) et ne soient pas utilisées à d'autres fins que l'intérêt général (C).

A partir de 1945, l'Etat a progressivement renforcé son rôle dans l'économie ce qui s'est observé par la multiplication des politiques publiques. En France cela s'observe quantitativement avec des dépenses publiques qui représentaient 10% du PIB en 1940 et avoisine aujourd'hui 60% de PIB. Cette accroissement du montant des politiques publiques s'est justifiée à travers la théorie keynésienne qui a montré que le "laissez faire" sur le marché était sous-optimal et à cause de la faiblesse de la demande



allait générer un équilibre de sous emploi. J. M. Keynes dans son œuvre Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie, 1936, théorise que les ~~des~~ <sup>politiques</sup> publiques via l'outil monétaire et budgétaire vont stimuler l'économie et donc contribuer à la résorption des crises. Ainsi, il évalue l'efficacité de la politique budgétaire à travers l'effet multiplicateur qui explique que la demande va surréagir dans la proportion de ce coefficient ( $\frac{1}{s+m}$ ) en situation d'économie ouverte avec une augmentation de la dépense sans augmentation de l'impôt (avec  $s$  la proportion marginale à épargner et  $m$  le coefficient d'importation). Cette évaluation des effets positifs des dépenses publiques qui va créer plus de richesses que le montant dépensé sert donc à les légitimer. La relance budgétaire a été l'outil principal de la régulation de l'activité durant les Trente Glorieuses avec les politiques de stop and go pour permettre une croissance stable et arbitrer entre chômage et inflation. Aujourd'hui on évalue quantitativement les montants engagés pour une politique publique présentée avec un budget, comme l'Inflation reduction Act de J. Biden pour 1900 milliards de dollars qui visait à relancer l'activité économique en déclenchant des multiplicateurs et jouer sur des facteurs structurels notamment par les subventions d'entreprises. A l'échelle mondiale ce plan de relance aurait contribué selon les évaluations à 1 ou 1,5% de la croissance mondiale de 2022. Ainsi la possibilité d'anticiper et d'évaluer a posteriori les conséquences d'une politique publique sur l'économie permet de la légitimer.

des politiques publiques doivent être évaluées correctement pour s'assurer de leur efficacité et de leur mise en place au nom de l'intérêt général. Au regard des montants engagés, et dans un besoin de maîtrise du budget, il faut pouvoir estimer précisément la part de l'amélioration attribuable à une politique. En France, la mise en place des 35 heures par les lois Aubry s'est faite pour créer de l'emploi en se basant sur les travaux de Jeremy Rifkin dans La fin du travail, 1995 qui estimait que le progrès technique allait détruire des emplois ce qui impliquait une réduction collective du temps de travail. Ainsi, ces lois voulaient réduire le temps de travail individuel pour réduire le chômage. Si à la fin des années 90, statistiquement on observe la création de 500 000 emplois, selon l'INSEE la majorité est due à l'effet d'entraîne de la croissance de l'époque et seulement 200 000 sur les 1,5 millions <sup>de nouveaux emplois</sup> espérés sont à attribuer aux lois Aubry. D'autant plus que cela a généré des coûts en



termes de dépenses par la prime en charge de certaines cotisations et un coût en termes de compétitivité. Ainsi, il faut s'intéresser à l'ensemble des conséquences économiques d'une politique publique pour juger de son efficacité, et elle s'évalue grâce à une analyse précise des indicateurs macroéconomiques.

Enfin, il faut évaluer une politique publique par rapport à son efficacité pour l'ensemble des agents économiques car elle peut être employée dans l'intérêt d'un unique domaine ou de la classe politique. C'est la théorie de l'École des Choix Publics théorisée par Nordhaus et J. Buchanan. Ils expliquent que les dirigeants en charge de la politique budgétaire l'utilisent à des fins de réélection, c'est à dire qu'ils l'augmentent en période électorale pour satisfaire leurs électeurs et s'ils ne sont pas réélus obligent leurs opposants à réduire la dépense. Ainsi, il faut évaluer les fins de certaines politiques car elles peuvent n'être le fruit que d'un calcul individuel microéconomique des dirigeants politiques. Dans leur article *Buy American: why domestic purchase policy impose high cost on taxpayers*, 2020, G. Hofbauer et Jung explique que les mesures protectionnistes de Trump qui a augmenté de 10 et 257% les droits de douanes sur l'acier et l'aluminium ont permis de protéger cette industrie américaine. Mais, cela ne sert uniquement l'intérêt de ce secteur et son intérêt idéologique de D. Trump puisque chaque emploi sauvé représente un coût pour le contribuable de 250 000\$ et les mesures protectionnistes font monter les prix. Ainsi, il convient d'évaluer l'ensemble des conséquences d'une politique publique pour s'assurer de sa viabilité et questionner si les objectifs de sa mise en place servent l'intérêt général.

De ce fait, l'évaluation des politiques publiques se fait par les indicateurs macroéconomiques et sert à étudier leurs limites puisqu'elles peuvent être efficaces mais aussi comporter des effets pervers. Quels risques engendrent les mauvaises évaluations des politiques publiques ?

La mauvaise évaluation d'une politique publique peut générer une crise systémique (A) entravant la stabilité économique, mais aussi une crise de l'État lui-même (B). Certaines politiques publiques



# Copie anonyme - n°anonymat : 173670

Code épreuve : 245

Nombre de pages : 8

Session : 2024

Emplacement  
QR Code

Épreuve de : ESH

## Consignes

- Remplir soigneusement l'en-tête de chaque feuille avant de commencer à composer
- Rédiger avec un stylo non effaçable bleu ou noir
- Ne rien écrire dans les marges (gauche et droite)
- Numéroté chaque page (cadre en bas à droite)
- Placer les feuilles A3 ouvertes, dans le même sens et dans l'ordre

sont bien évaluées à court terme leurs rigidités représentent des risques à long termes (C).

Dans les années 90, aux États-Unis, le policy mix mis en place par Alan Greenspan et Bill Clinton était une coordination des politiques publiques monétaires et budgétaires qui a été source de croissance mais ses effets pervers ont débouchés sur une crise à long terme. En effet dans les années 2000 Greenspan a maintenu les taux d'intérêt directeurs à un niveau bas pour soutenir l'activité mais cette politique publique a en partie contribué à la crise de 2008. Selon la théorie démontrée par Wicksell (Intérêts et prix, 1898) lorsque que le taux de marché est inférieur au taux d'intérêt naturel il y a une expansion du crédit qui va générer des déséquilibres. De ce fait, cette politique publique de A. Greenspan a trop facilité l'accès aux crédits notamment pour l'immobilier ce qui a progressivement amené à la formation d'une bulle puis son éclatement. Paul Krugman dans Pourquoi les crises reviennent toujours? fustige l'ancien gouverneur de la FED d'avoir été laxiste dans la prise en compte de l'évaluation des risques qui a fait de la FED un "pompiers pyromane". Ainsi, une mauvaise évaluation des effets d'une politique publique notamment celle des taux peut s'avérer très risqué en débouchant sur une crise systémique comme l'a été 2008.

Cette mauvaise évaluation d'une politique publique non seulement dans son montant mais aussi dans son efficacité va faire fortement accroître les dépenses ce qui peut générer une crise de la dette. L'exemple de la Grèce est assez révélateur de l'importance d'une bonne évaluation des dépenses politiques.



publiques. En 2009, lorsque le nouveau premier ministre Papandreu déclare que les comptes publics sont inexacts et que le déficit public atteint 12.1% cela fait entrer la Grèce progressivement dans la crise. Cette situation débouchera sur une mise sous tutelle du FMI et les politiques d'austerité feront passer le chômage de 9 à 27% et baisser le PIB de 20% entre 2009 et 2014. Ainsi, une correct évaluation du montant des dépenses engagées pour mener les politiques publiques avec plus de règles et de transparence aurait pu permettre d'éviter cette crise de la dette. Kydlandt et Prescott dans Rules rather than discretion, 1977 appelle à "lier les mains" de politique pour que le montant des politiques publiques soit évalué dans le respect de règle pour la politique budgétaire comme pour la politique monétaire. Ainsi un meilleur encadrement permettra une meilleure évaluation de leurs coûts dans la nécessité de préserver les comptes publics due à un excès des politiques publiques.

Pour autant les politiques publiques ne doivent pas uniquement s'intéresser à la dépense engagée et les intérêts de court terme qui peuvent être sous optimal à long terme. G. Lott P. Aghion et E. Cohen dans Changer de modèle, 2014, explique que une majorité de politiques publiques devrait être repensées en se détournant des montants pour s'intéresser à l'efficacité de long terme. Ils déplorent le manque d'effet externe positif de la dépense de l'Etat dans l'éducation pour améliorer le capital humain et le capital public générateur de rendements croissants et de croissance à long terme. Ils invitent à repenser les politiques publiques dans l'éducation dans une logique de long terme pour la prospérité. De même les effets positifs de la dépense publique s'évaluent dans le temps même si la dépense va être un investissement conséquent elle va réduire le coût des politiques publiques à long terme. Par exemples le montant des dépenses pour les APL est moins importants que des politiques publiques pour construire des logements étudiants. Mais une fois cette investissement fait à long terme les économies seront de l'ordre de 8 milliards d'euros. Ainsi les politiques publiques s'évaluent dans le temps ce qui



peut être contradictoire par rapport à leur montant à court terme mais bénéfique à long terme.

De ce fait, comment repenser l'évaluation des politiques publiques au regard des difficultés mentionnées dans un but de prospérité de long terme ?

Des règles recherchant l'équilibre des politiques publiques et de leur budget peuvent être mieux appliquées (A), des politiques publiques de l'Etat doivent être menées à en s'adaptant mieux au contexte macroéconomiques dans une recherche de soutenabilité de long terme (B).

Pour que les banques centrales mettent en place les politiques publiques monétaires les plus adaptées à la situation et évitent de <sup>favoriser</sup> à long terme des déséquilibres ou des crises, il existe des règles de calcul. Du côté de l'inflation, M. Friedman dans the role of Monetary policy, 1968 a énoncé la règle d'or  $\left(\frac{\Delta P}{P} = \frac{\Delta M}{M} - \frac{\Delta Y}{Y}\right)$ . Comme l'inflation est toujours un phénomène d'origine monétaire selon lui, la banque centrale doit augmenter la masse monétaire (M) dans la même proportion que la croissance (Y) pour éviter l'inflation. Depuis 2000, la Banque centrale Européenne permet une expansion de M3 aux alentours de +3,5% par an (hors périodes de crises) pour tendre vers son objectif d'inflation de 2%. Cette évaluation du bon niveau de la politique monétaire se fait pour la stabilité économique de la zone Euro.

Pour la politiques publiques budgétaires, évaluer correctement les politiques publiques à pour but de limiter l'expansion de la dette publique. Patrick Artus et M-P Virard dans la Dernière chance du Capitalisme, 2021 soulignent la difficulté pour l'Etat français de distinguer la "bonne" dette de la mauvaise "dette". Ils expliquent que les bonnes politiques publiques sont celles qui vont améliorer le PIB potentiel et donc favoriser une croissance de long terme tandis que la mauvaise dette ne sert qu'à financer des politiques ne générant pas de croissance. Ainsi, ils

appellent à mieux évaluer les dépenses publiques avec ces critères. D'autant plus que la dette de l'Etat français est passée de 1000 à 3000 milliards d'euros en 20ans. Avec le contexte de déficit alarmant, les réductions des dépenses pour des politiques publiques à hauteur de 10 milliards principalement dans la transition énergétique, la formation et les infrastructures ne vont pas dans le sens de l'évaluation de Arkus et Virard.

Pour conclure, l'évaluation des politiques publiques se fait à l'aide d'indicateurs macroéconomiques sur des bases quantitatives et qualitatives pour s'assurer de la prospérité de court terme et de long terme. L'évaluation de la note de la dette française le 26 Avril par Moody's va-t-elle rendre compte de la dégradation de la soutenabilité des politiques publiques françaises ?